

c'est une phrase analogue qu'il a prononcée; — mais que si l'armée partait, il fallait nous attendre à être bombardés.

Je répondis au général Coffinières que notre intention, à nous tous Messins, était de faire et de souffrir ce qu'avaient fait et souffert les Strasbourgeois; que ni notre tradition ni nos sentiments ne nous permettaient de comprendre une capitulation. Le général Coffinières insista beaucoup moins.

Je sais qu'à cette même époque, des communications du même genre furent faites par le général Coffinières à diverses personnes de Metz, aux membres de la municipalité messine, et notamment à l'un d'eux, M. Gustave Remond, aujourd'hui avocat à la cour d'appel de Nancy.

J'ajouterai un détail que je tiens de M. Remond. Après une séance du conseil municipal, à laquelle le général Coffinières avait pris part, M. Remond, en qualité de secrétaire, soumit la rédaction du procès-verbal au général, qui revint sur la question du bombardement, et comme M. Remond lui répondit que chacun saurait faire son devoir: « Ah! ça, mais vous avez donc du patriotisme! » dit le général Coffinières. M. Remond fut tellement confondu de ces paroles, qu'il ne trouva pas un mot à répondre.

Cependant, ces menaces de bombardement produisaient peu d'effet sur la municipalité, et les Messins étaient fermement décidés à défendre leur ville, comme ils l'avaient toujours fait, jusqu'à la dernière extrémité.

Et, d'un autre côté, le général Didion, dont tout le monde connaît les éminents travaux en fait de balistique, démontrait que les forts munis de pièces rayées tenaient les assiégeants à une distance telle, qu'ils ne pouvaient commencer un bombardement utile, tant qu'ils n'auraient pas exécuté des travaux d'approche très-longes et très-pénibles. Que, d'un autre côté, puisque la place pouvait se défendre le 15, époque à laquelle on voulait quitter Metz, à plus forte raison le pouvait-elle après un mois de travaux non interrompus.

Ainsi le conseil municipal n'était nullement intimidé. Alors, sur l'initiative du général Coffinières, le maire de Metz dut prendre un arrêté invitant les habitants à placer devant les portes des tonneaux remplis d'eau, afin d'atténuer les effets d'un bombardement. Je me rappelle que ces tonneaux restèrent environ quinze jours. Mais la masse de la population ne fut pas plus intimidée par cet argument que ne l'avait été le conseil municipal, et au bout de quinze jours environ, on renonça à ce moyen d'intimidation. C'était vers la fin de septembre. Je me rappelle cette date, parce qu'en lisant dernièrement l'ouvrage du capitaine Goetz, j'ai constaté que ces tonneaux avaient été retirés précisément à l'époque où les travaux prussiens affectaient un caractère un peu plus sérieux. Aussi, je ne m'expliquerais point cette attitude singulière, ce langage que le général Coffinières tenait, je crois, malgré lui, car il n'avait pas l'air d'être convaincu, je ne le comprendrais pas, si, me rendant au Ban-Saint-Martin, je ne l'avais pas rencontré assez souvent revenant, entre dix et onze heures, du côté où demeurait le maréchal Bazaine.

Je me rappelle aussi, — je demande pardon au Conseil, mes souvenirs ne se présentant pas d'une manière régulière, — c'était à l'époque de la capitulation, nous eûmes alors une dernière séance du conseil général, ou plutôt des débris du conseil général. A cette séance assistaient M. Paul Odent, préfet, M. Marcus, aujourd'hui domicilié à Toul et à Metz, M. Fayon, encore membre du conseil général de Meurthe-et-Moselle, et MM. Sechehaye et Félix Maréchal, qui sont aujourd'hui décédés.

A la suite de notre conversation, car ce fut plutôt une conversation qu'une délibération, le préfet nous montra un plan rédigé par les ordres de M. le maréchal Bazaine; sur ce plan apparaissait une formidable enceinte de batteries allemandes, notamment sur Sainte-Barbe. Voici pourquoi je me rappelle ce fait. Après la capitulation, M. William John, M. Thomas Whitwel, vinrent au nom de la société des Amis, dits Quakers, nous demander notre concours, pour distribuer des secours aux habitants des villages ravagés par la guerre.

Cette société anglaise a montré un admirable dévouement, elle a donné au département



LE GÉNÉRAL GAGNEUR.

près d'un million de semences; j'en dirai autant de nos excellents voisins les Luxembourgeois. Les Suisses nous ont aussi envoyé de nombreux secours. C'est comme membres de la commission de secours chargée de distribuer ces dons que M. Blanpied, aujourd'hui président du tribunal de commerce, et M. Neumann, juge au même tribunal, et moi, avons parcouru les campagnes à l'issue du blocus.

Nous avons constaté que les travaux des Prussiens étaient à peu près nuls. Cette découverte nous a profondément émus.

Un jour, M. Neumann et moi, nous visitâmes le plateau de Sainte-Barbe, accompagnés du maire de ce village. Nous lui demandâmes où étaient les batteries prussiennes de Sainte-



Barbe; c'étaient celles qui, vues sur le plan, avaient le plus vivement frappé mon attention. « Quelles batteries? » nous dit le maire. Et il nous montra des tranchées-abris qui n'avaient rien de bien redoutable. Nous fûmes alors, je le répète, profondément émus, et s'il nous était resté un doute, ce jour-là il aurait disparu.

Voilà les faits principaux qui me reviennent en ce moment à la mémoire. J'ai pu en oublier; s'il en est d'importants, je demanderais au conseil la permission de les lui adresser par écrit pour compléter ma déposition.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez achevé votre déposition?... Le conseil vous remercie de l'effort que vous avez fait, malgré votre état de souffrance, pour venir faire cette intéressante déposition. Quant aux pièces dont vous parlez, elles seront réunies, s'il y a lieu, au dossier de la procédure et lues publiquement, s'il est nécessaire. Il ne pourrait pas en être pris connaissance sous une autre forme.

M. VIANSON, membre du conseil municipal, ancien maire de Plappeville. — Au début de la guerre il n'y avait rien de prêt; le 4 août, nous avons terminé les opérations du conseil de révision pour la classe de 1869. La classe de 1870 n'avait pas même été appelée. Dans les forts, il en était à peu près de même; les pièces de canon se trouvaient dans les cours, mais aucune n'était en place.

Le 26 juillet, le capitaine du génie, qui se trouvait alors le seul habitant du fort de Plappeville, vint nous trouver, pour nous demander de l'aider. Je fis appel aux habitants du village, qui ont créé les embrasures, fait les plates-formes, et mis en batterie les pièces du fort.

A partir du 6 août, il y eut un grand mouvement d'émigration vers la ville. Ce mouvement a été, je crois, plutôt utile que nuisible; tous les émigrants ont apporté plus de denrées qu'ils n'en ont pu consommer pendant le siège; ces quantités peuvent très-difficilement être appréciées.

En apprenant la nomination du maréchal Bazaine au commandement en chef, nous eûmes une grande satisfaction; nous savions par quels liens de famille il se rattachait à Metz, et nous pensions que, suivant la devise d'un autre Messin, il s'ensevelirait sous les ruines de notre ville, plutôt que de la livrer!

Vers le 15 août à une heure, il y avait un convoi en passage à Plappeville. Nous fîmes observer que ce convoi ne pourrait pas s'engager dans le défilé, et qu'il lui serait impossible de gagner Gravelotte par ce chemin, à cause des endroits rétrécis et étroits qui s'y trouvaient. Le chef du convoi se retrancha derrière les ordres qu'il avait reçus, et ce malheureux convoi a gêné et désorganisé toute la marche de l'armée.

Vers dix heures du matin, le 18, j'allai au quartier général, chez le maréchal Bazaine avec un employé du chemin de fer de l'Est, pour demander ce qu'il fallait faire des denrées qui encombraient les gares et la voie du chemin de fer.

A quatre heures, j'allai à l'école d'application, le maréchal passa, je le vis sortir de Plappeville et se diriger sur Saint-Quentin, je le suivis quelque temps; il est resté constamment sur des points où il ne voyait point le champ de bataille.

A partir du 19, l'armée fut retranchée dans Metz. On y fit des ouvrages considérables, on crénela les murs, on fit des trous dans les maisons, des meurtrières; on fit des retranchements de toute nature, beaucoup plus importants que ceux que les Prussiens ont jamais faits devant nous. Quant aux approvisionnements, personne ne s'en occupait. Nous voyions

des forts, des uhlans venir jusque dans les rayons du feu des forts; nous les avons vus venir chercher les 40,000 quintaux de blé qui devaient se trouver dans les fermes et les villages du pays.

On a parlé du gaspillage du blé donné aux chevaux. Il se peut que cet usage du blé ait eu sa raison d'être à l'époque où l'on songeait encore à sortir; il n'en avait plus le 14, le 16, le 18 et le 24 octobre. Quand les hommes ne recevaient plus de distribution, j'ai vu encore donner 5 kilogrammes d'excellent blé aux chevaux de l'état-major d'une division du 4<sup>e</sup> corps.

Nos maisons étaient encombrées par les ambulances, et nous avons assisté à l'agonie de cette magnifique armée, si belle, si dévouée, si disciplinée; quand on a rendu Metz, nous avons suivi les colonnes, en ramassant les hommes qui tombaient; sur 3,000 qui marchaient vers Saulny, 400 hommes sont tombés. Ainsi, en deux jours, et sur la réquisition de l'ennemi, ils ont dû être enterrés par les habitants des villages voisins.

Quant à nous, Messins, nous étions tout prêts à sacrifier notre fortune, notre bien-être et à donner notre sang pour sauver la France et pour conserver notre nationalité.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous étiez, à l'époque, maire de Plappeville?

M. VIANSON. — Oui, mon général.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez vu des convois abandonnés dans la soirée du 18?

M. VIANSON. — Oui, il y avait neuf voitures de farines qui avaient été pillées par les convoyeurs, lors de la débâcle.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez vu des uhlans venir enlever les provisions dans les environs de Plappeville. A quelle date?

M. VIANSON. — Parfaitement; je les ai vus le 26, notamment pendant la sortie qui s'est faite de l'autre côté; on les voyait parfaitement du 20 au 31.

M. LE PRÉSIDENT. — Aurait-on pu enlever facilement, ou du moins faire plus qu'il n'a été fait pour enlever la récolte en gerbe dans vos environs?

M. VIANSON. — Cela eût été très-facile au début de la campagne. Si, vers le 12 août et avant, on avait envoyé un gendarme dans chaque localité, ou bien si on avait fait passer une note, tous les fermiers se seraient empressés d'amener tout ce qu'ils auraient pu. Au lieu de cela, plusieurs fermiers sont arrivés à Metz avec de nombreux bestiaux et une quantité de denrées assez considérable. Ils ont cherché à s'établir; on les renvoyait et on les pourchassait d'un endroit à l'autre; ne trouvant pas où aller, ils se sont découragés et ils sont partis, plusieurs d'entre eux, avant d'arriver dans les villages, se sont vus enlever leurs convois et leurs denrées par les éclaireurs ennemis; je pourrais citer au moins dix fermiers qui ont à peu près perdu tout ce qu'ils amenaient à la ville.

M. VILGRAIN, membre du conseil municipal de Metz. — Je ne peux parler que sur un fait particulier; pendant le blocus, j'étais, par ma position particulière, à peu près au courant des ressources alimentaires de la ville; aussi, dans la dernière huitaine du mois de septembre, lorsqu'il était avéré ou à peu près avéré que l'armée s'immobiliserait sous les murs de Metz, je pensais qu'il viendrait à l'idée de M. le maréchal Bazaine de faire une opération sérieuse de réapprovisionnement; je pouvais être consulté, j'ai étudié cette question, tant au point de vue des localités où l'on pouvait opérer avec le plus de chances de succès qu'à celui des moyens et des mesures à prendre pour faire arriver à Metz, dans un très-court espace de temps, la plus grande quantité possible de marchandises. J'arrêtai bientôt mes idées à ce sujet; j'attendis quelques jours, et, ce que j'avais prévu n'arrivant pas, je me décidai à pro-



voquer ce mouvement. L'intendance n'ayant pas accueilli ma proposition, je me rendis au Ban-Saint-Martin, accompagné d'un de nos concitoyens, M. Myrtil-Bernard.

Arrivés au quartier général, nous trouvâmes devant la maison occupée par M. le maréchal un planton qui, sur notre prière, alla demander pour nous la faveur d'être reçus. Le planton revint avec un jeune officier d'ordonnance du maréchal, lequel nous demanda l'objet de notre visite; je le lui expliquai en quelques mots; il retourna près du maréchal, et, après une absence de quelques minutes, revint nous dire que M. le maréchal Bazaine ne pouvait nous recevoir; puis il entreprit de discuter avec nous l'opportunité de la mesure que je venais proposer. Je n'acceptai pas la discussion; seulement, de ce qu'il nous a dit, je ne me rappelle qu'une phrase, la voici: « Il n'y a plus rien à faire, il n'est plus temps! Le soldat ne veut plus marcher! » Je vous prierai tout à l'heure, monsieur le président, de me laisser revenir sur cette phrase.

Nous nous éloignâmes du quartier général, le cœur bien triste!

Cinq, six, ou même sept jours après, je crois, je reçus du quartier général une lettre qui m'accordait une audience, — pourtant je n'en avais plus sollicitée. — Je me rendis au quartier général, et je fus introduit auprès de M. le maréchal Bazaine. Je ne me souviens pas trop des paroles qui ont pu être dites; je vous esquisserai seulement l'entretien. A mon arrivée, M. le maréchal voulut bien me demander si je n'étais pas la personne qui s'était présentée, il y avait quelques jours, à sa demeure.

Je lui répondis affirmativement. — Que vouliez-vous? me demanda-t-il? — Je voulais, maréchal, le jour où je suis venu, vous proposer l'aide du commerce messin, pour le cas où il vous aurait convenu de tenter une opération de réapprovisionnement. « Ces mots: « L'aide du commerce messin » eurent le triste avantage de faire sortir M. le maréchal Bazaine de son calme; il partit de là pour faire une sortie contre nous autres, Messins; il se plaignit amèrement de nos critiques, de nos injures: « Et puis, me disait-il, on m'insulte de toutes les façons... » — et, me désignant du doigt sur la cheminée un paquet de lettres, — « voyez, continua-t-il, même par des lettres anonymes! » — Il en prit une, du même geste, et me la donna à lire. — C'était là probablement ce qui l'avait décidé à me donner audience: cette lettre mentionnait son précédent refus de me recevoir; en outre, comme toutes les lettres anonymes, elle contenait de basses injures.

Je la rendis à M. le maréchal, en lui demandant s'il entendait me rendre responsable de pareilles inepties; je lui dis encore que je n'acceptais en aucune façon, comme Messin, la mercuriale qu'il avait cru devoir m'adresser. Ces mots le ramenèrent à un autre ordre d'idées. « Oui, dit-il, certains Messins ont fait leur devoir, et entre autres le chef de votre maison, M. Bouchotte. » Il me fit alors, en quelques mots, l'éloge de mon patron et termina en exprimant le désir de voir M. Bouchotte.

J'offris de me charger d'informer ce dernier. M. le maréchal Bazaine revint alors en quelques mots sur l'objet de ma visite. « En somme, me dit-il, vous êtes venu pour m'indiquer où il y a des grains et du bétail. — Je sais bien où il y a des grains, c'est en Beauce; je sais où il y a du bétail, c'est en Normandie. » Je dois ajouter que, par les paroles qui ont suivi celles-ci, M. le maréchal me faisait entendre que les lieux, pourtant si rapprochés de Metz, que je lui avais indiqués, étaient pour lui, vu l'impossibilité de les atteindre, aussi éloignés que la Beauce ou la Normandie.

M. le maréchal, — je crois qu'il connaissait ma position, — voulut bien me demander si

je connaissais l'état des ressources et combien de jours, à mon avis, nous pouvions tenir encore. Je crois me rappeler avoir dit à M. le maréchal que nous pouvions aller jusqu'au 23 ou au 25, et que, — je prie le conseil de m'excuser si je répète l'expression triviale dont je me suis servi, — en mangeant nos semelles de bottes, nous pourrions tenir jusqu'au 26 ou au 27. Voilà quelle fut ma réponse; puis il ne s'est plus rien échangé de sérieux entre M. le maréchal et moi.

Tout à l'heure, monsieur le président, je vous ai demandé la permission de revenir



LE GÉNÉRAL JARRAS.

sur la phrase qui m'avait été dite et qui m'avait si fortement affligé à ma première visite. Cette phrase n'était certainement pas l'expression de la pensée du jeune officier, qui m'avait reçu. J'ai la conviction que c'était un mot d'ordre, et que la responsabilité en doit remonter plus haut. Comme Messin, et au nom de mes concitoyens, je puis dire que, si nous avons été malheureux, nous ne sommes pas injustes, et que, si nous apprenons à nos enfants à maudire certains noms, nous leur apprenons aussi à partager nos sentiments de reconnaissance pour ces braves soldats qui n'ont jamais marchandé leur sang sous les murs de la ville de Metz! C'était une brave armée que celle de Metz; il ne lui a manqué qu'un chef digne d'elle pour que notre ville ne souffrit jamais les humiliations qu'elle supporte aujourd'hui!... Je n'ai plus rien à dire, monsieur le président, je me tais...